



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMICOTOM**

20 Zone d'activités du Treytin  
33112 Saint-Laurent-Médoc

Références : 25-864

Code AIOT : 0005201026

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement SMICOTOM implanté Landes de Pouyères - 1 rue de la Grange 33990 Naujac-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 27/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMICOTOM
- Landes de Pouyères - 1 rue de la Grange 33990 Naujac-sur-Mer
- Code AIOT : 0005201026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement exploité par le Syndicat Médocain Intercommunal pour la Collecte et le Traitement des Ordures Ménagères (SMICOTOM) a été autorisé en décembre 2009 à étendre son site de stockage d'ordures ménagères résiduelles et à augmenter ainsi sa capacité de stockage annuelle (35 000 tonnes) pour une durée de 16 ans. Une installation de valorisation du biogaz et une installation de réinjection de lixiviats ont par ailleurs été mises en place sur le site au début des années 2010. Le SMICOTOM a été autorisé à exploiter l'ISDND jusqu'au 31/12/2035 (prolongation 10 ans) par arrêté du 31 octobre 2019 en contrepartie d'une réduction progressive de la capacité annuelle autorisée d'enfouissement de déchets (17 500 t/an à partir de 2025). L'alvéole F2B est en fin de remplissage, elle a été ouverte en juillet 2024.

Outre son installation de stockage de déchets non recyclables et d'ordures ménagères résiduelles, le SMICOTOM a mis en place une gestion des déchets collectés (tri à la source, déchetteries, fabrication de compost). L'intensification de l'activité de compostage de 27 t/j à 37,9 t/j a été autorisée par arrêté complémentaire du 29/10/2018.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS TOP 99%
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Odeur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Exercice incendie avec le SDIS	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 - IX	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	90 jours
3	Cartographie des émissions de méthane	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21. IV	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan d'actions PFAS	Lettre du 23/04/2025	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Contrôle volume et	Arrêté Ministériel du 15/02/2016,	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective,	75 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	hauteur de lixiviats	article 22.II		Demande de justificatif à l'exploitant	
7	Registre des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 12/10/2015, article 3.3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
18	Contrôle vidéo des déchargements	Code de l'environnement du 05/11/2025, article D. 541-48-1 - II	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle des moyens de détection	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Durée d'exploitation des casiers en bioréacteur	Arrêté Préfectoral du 20/06/2018, article 2	/	Sans objet
8	Analyse des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.III	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Analyse des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 04/08/2025, article 3	/	Sans objet
10	Analyse des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 12/10/2015, article 3.3.1	/	Sans objet
11	Analyse des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/08/2025,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	souterraines	article 4		
12	Contrôle du réseau de réinjection des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 12/10/2015, article 3.2.5	/	Sans objet
13	Contrôle de la réinjection des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 12/10/2015, article 3.3.1	/	Sans objet
14	Bassin de stockage des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 2.1.1	/	Sans objet
15	Bassin de stockage des lixiviats à réinjecter	Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 2.4.9	/	Sans objet
16	Coupure de l'alimentation en lixiviats	Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 2.1.2	/	Sans objet
17	Protection du réseau de réinjection des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 2.4.6 à 2.4.8	/	Sans objet
19	Indisponibilité du contrôle vidéo des déchargements	Code de l'environnement du 05/11/2025, article D. 541-48-1 - IV	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du site se déroule de manière générale conformément à la réglementation. Seules quelques non conformités mineures, ne présentant pas de danger grave et imminent pour l'environnement, sont à corriger par l'exploitant dans des délais allant de un à six mois.

La gestion des lixiviats, en particulier leur réinjection dans les casiers, a été un point central de l'inspection et montre que les prescriptions des arrêtés préfectoraux historiques ne sont pas toujours adaptées au fonctionnement réel, par campagnes ponctuelles de réinjection conduites manuellement par un opérateur qualifié qui s'assure dans le même temps du bon fonctionnement du système. Un travail de recodification des prescriptions applicables dans un arrêté préfectoral consolidé pourrait être bénéfique pour la lisibilité de la réglementation par le public, l'exploitant et l'inspection.

De la même manière, une refonte du cadre de déclaration GIDAF est à mener, car ses incohérences ne permettent plus à l'exploitant de transmettre correctement les résultats des analyses qu'il réalise.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle des moyens de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 15/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. [...]</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p> <p>VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à l'inspection 2024, l'exploitant avait transmis le rapport de test d'alarme, en date du 29 juillet 2024, réalisé annuellement avec le prestataire de gestion de l'alarme. Toutefois, ce rapport est difficilement interprétable par l'inspection des installations classées. L'exploitant admet que la lecture porte à confusion mais que le bilan de cet essai était un état de fonctionnement normal.</p> <p>Sur place, l'exploitant indique à nouveau qu'il effectue un test en interne tous les mois de juin à septembre et un test avec le prestataire tous les ans. L'inspection des installations classées a pris connaissance sur place du rapport de test en date du 8 octobre 2025, dont le format a changé et qui confirme cette fois clairement le bon fonctionnement du système.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Exercice incendie avec le SDIS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 - IX
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conduite d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 15/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>

<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
<b>Constats :</b>  Suite à l'inspection 2024, l'exploitant avait transmis le compte-rendu de l'exercice réalisé avec le SDIS le 2 décembre 2022. Il validait la bonne préparation et la bonne réaction des agents du site et du SDIS face à un incendie. Malgré une volonté exprimée dans le compte-rendu de renouveler l'exercice chaque année plutôt que tous les trois ans, aucun exercice n'a été mené depuis celui de 2022. L'exploitant indique avoir récemment tenté de fixer une date avec le SDIS pour un nouvel exercice, sans succès à ce stade. L'exercice ne pourra vraisemblablement pas être mené dans le délai réglementaire, avant le 2 décembre 2025. Par courriel du 14 novembre, l'exploitant confirme que cet exercice ne pourra pas avoir lieu avant janvier ou février 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant réalise un exercice incendie avant le 28 février 2026 et transmet à l'inspection des installations classées, au plus tard un mois après, le compte-rendu de cet exercice détaillant le retour d'expérience. Le respect du délai triennal pour les exercices de défense contre les incendies est une obligation réglementaire. À ce titre, l'exploitant est invité à prendre les dispositions nécessaires pour organiser l'exercice suivant avant décembre 2028.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

### N° 3 : Cartographie des émissions de méthane

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21. IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses de methane
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de

toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

#### **Constats :**

Suite à l'inspection 2024, l'exploitant avait transmis une facture justifiant des travaux de reprise d'étanchéité réalisés. Toutefois, l'exploitant n'avait pas connaissance de la disposition réglementaire fixant un délai de deux ans pour vérifier l'efficacité des actions correctives par un nouveau contrôle. L'action n'a donc pas été menée.

L'exploitant indique que le dernier prestataire qui avait contrôlé l'installation avait un délai d'intervention de plusieurs mois.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fait éditer et transmet à l'inspection, sous un mois, un devis signé ou un bon de commande attestant de la démarche engagée pour réaliser le contrôle de la bonne efficacité des travaux de reprise d'étanchéité. Ce document précisera notamment le nom du prestataire retenu, la méthode de contrôle employée ainsi que la date d'intervention qui devra permettre le respect du délai réglementaire de deux ans après la mise en oeuvre des actions correctives.

L'exploitant transmet à l'inspection, sous six mois, les résultats complets du contrôle de l'efficacité des reprises d'étanchéité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 4 : Plan d'actions PFAS**

**Référence réglementaire :** Lettre du 23/04/2025

**Thème(s) :** Risques chroniques, PFAS

#### **Prescription contrôlée :**

Nous vous demandons de bien vouloir nous indiquer sous 15 jours le plan d'actions que vous souhaitez mettre en place assorti d'un échéancier de réponse aux 3 points suivants :

1. Recherche des raisons de la présence de PFAS ou de fluor organique dans les rejets (examen des FDS des produits utilisés, nature des éventuels émulseurs de lutte contre l'incendie, ...);



2. Actions pour supprimer ou à défaut réduire la présence de PFAS ;
3. Vérification de l'efficacité des actions mises en œuvre et le cas échéant poursuite de la recherche sur les causes de présence de PFAS ou mise en place d'une surveillance des milieux.

**Constats :**

Dans sa réponse au courrier demandant la mise en œuvre d'un plan d'action relatif aux PFAS, l'exploitant avait identifié les trois étapes ci-dessous :

1. Analyse comparative des lixiviats brut et traité pour identifier l'origine des PFAS (déchets ou traitement) ;
2. Traitement additionnel si les PFAS sont présents dans le lixiviat brut et proviennent donc des déchets, ou étude/modification du procédé de traitement existant si les PFAS viennent de cette étape ;
3. Suivi semestriel (hautes eaux - basses eaux) des eaux souterraines pour évaluer l'efficacité de l'étape 2.

Ce plan d'action est sur le principe conforme aux attentes de l'inspection des installations classées.

En conséquence de ce plan d'action, l'exploitant a fait analyser ses lixiviats et eaux souterraines le 10 juillet 2025. Toutefois, le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de trouver les résultats correspondant au lixiviat brut, probablement du fait d'un oubli du prestataire. Il est donc à ce stade impossible de conclure quant à l'étape 1 du plan d'action. Le bon de commande daté du 18 octobre 2024 contenait pourtant bien les deux lignes d'analyse "lixiviat brut" et "lixiviat traité".

Compte tenu de la variabilité des résultats constatés lors de la campagne d'analyse des PFAS en 2023-2024, les lixiviats brut et traité doivent être prélevés à la même date pour que la comparaison soit pertinente.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection, sous deux mois, une analyse comparative des concentrations en PFAS contenues dans les lixiviats brut et traité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Durée d'exploitation des casiers en bioréacteur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/06/2018, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Déchets

**Prescription contrôlée :**

La durée d'exploitation de chaque casier, fonctionnant en mode bioréacteur, n'excède pas 24

mois.
<b>Constats :</b>  Le casier en cours d'exploitation, F2B, admet des déchets depuis le 26 juillet 2024. Le précédent, F2A, a admis des déchets du 11 avril 2023 au 24 juillet 2024. Les casiers destinés à fonctionner en mode bioréacteur sont bien comblés en 24 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Contrôle volume et hauteur de lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;</li> <li>- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;</li> <li>- les quantités d'effluents rejetés; [...]</li> </ul> Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il suit <ul style="list-style-type: none"> <li>• trimestriellement la hauteur de lixiviats dans la canalisation de collecte des lixiviats ;</li> <li>• hebdomadairement le volume disponible dans les lagunes de stockage des lixiviats ;</li> <li>• hebdomadairement le volume de lixiviats traités rejeté.</li> </ul> Sur l'année 2025, le maximum de hauteur de lixiviats dans le réseau de collecte était de 10 cm, atteinte au troisième trimestre. Cette hauteur doit être suivie mensuellement pour prévenir tout débordement.  Sur l'année 2025, le volume de lixiviats sur site a représenté au maximum 96% du volume total des lagunes de stockage, à la fin de l'hiver où la forte pluviométrie a nécessité l'utilisation des bassins dédiés aux aléas. Un déstockage a lieu depuis septembre pour préparer le début de la saison pluvieuse. Le volume stocké la semaine précédant l'inspection correspondait à 38% de la capacité totale .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant suit mensuellement (en lieu et place de trimestriellement) la hauteur de lixiviat dans le réseau de collecte et transmet, au plus tard le 31 janvier 2026, les résultats de mesures correspondant aux mois de novembre 2025, décembre 2025 et janvier 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 75 jours

#### N° 7 : Registre des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2015, article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte quotidiennement les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que la réinjection est ponctuelle et manuelle, réalisée uniquement lorsque le gestionnaire de la valorisation du biogaz identifie qu'un casier produit moins qu'il devrait. Ainsi, il tient à jour un registre des volumes de lixiviats réinjectés à chaque campagne de réinjection et tient dans le même registre une traçabilité du casier destinataire de la réinjection.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel, le 14 novembre, le registre de réinjection pour l'année 2025.</p> <p>L'inspection y constate que seules deux campagnes ont été réalisées, une première du 25 au 27 février essentiellement à destination des casiers E1 et E2 pour un volume total de 252 m<sup>3</sup>, une seconde le 25 mars pour un volume total de 118 m<sup>3</sup> répartis de manière homogène sur les casiers E3, E4, E5, F1 et G1/G2.</p> <p>Le report quotidien dans le registre des volumes de lixiviats réinjectés prévu par l'arrêté préfectoral du 12/10/2015 est donc une prescription inadaptée à l'exploitation réelle des installations. Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 15 février 2016 prévoit à son article 54 un registre hebdomadaire des volumes réinjectés. Le registre tel que tenu, regroupant les réinjections du 25 au 27 février est donc conforme à la réglementation générale applicable et satisfait la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Toutefois, ce registre révèle un fonctionnement sous-optimal de l'installation, qui ne semble pas viser la valorisation maximale du biogaz et symétriquement la dégradation la plus complète des déchets fermentescibles. En particulier, l'arrêté ministériel du 15 février impose que la réinjection soit mise en œuvre sur la base de l'état hydrique des casiers, l'humidité étant un paramètre clef de la méthanogénèse (article 52 : "Le ou les débits de réinjection tiennent compte de l'humidité des déchets", article 54 : l'exploitant réalise "un suivi des déchets réceptionnés dans le casier afin d'évaluer l'état hydrique du casier"). Les rapports annuels d'activité de l'installation font état, depuis 2017, d'une décision interne prise en février 2017 actant le mode de fonctionnement actuel.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Il est demandé à l'exploitant de préciser, sous trois mois, sa stratégie en termes de valorisation du biogaz et symétriquement la méthodologie adoptée pour déclencher une décision de réinjection. En ce sens, l'exploitant se positionne quant à la prise en compte de l'humidité et à l'évaluation de l'état hydrique du casier pour les besoins en réinjection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Analyse des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau - RSDE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] - suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).[...] <p><b>+ Article 24 de l'AM du 7/08/2023:</b>  [Nonylphénols] &lt; 25 µg/L</p>
<b>Constats :</b>  Le rapport annuel d'exploitation concernant 2024, transmis en mars 2025, permet à l'inspection de constater que la concentration en nonylphénol est bien mesurée dans les rejets depuis août 2024 et n'a jamais dépassé les limites de quantification (0,1 µg/L) en 2024. L'inspection des installations classées constate que ce paramètre n'est pas déclaré dans l'outil ministériel GIDAF car le cadre de déclaration n'est pas adapté. Plusieurs erreurs dans ce cadre sont relevées par l'exploitant et l'inspection : une refonte du cadre est à prévoir. A la prochaine campagne de déclaration, l'exploitant transmettra à l'inspection un bilan des incohérences qu'il rencontre dans ce cadre. L'inspection se chargera de vérifier le cadre et de corriger les erreurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Analyse des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les paramètres suivants sont ajoutés aux paramètres faisant l'objet de l'analyse fixée aux articles 3.14.1 de l'arrêté préfectoral n°14042-3 du 18 décembre 2009 susvisé :

- méthanol ;
- ATMP (acide aminotrisphosphonique) ;
- ETDA (acide éthylènediaminetétraacétique).

La fréquence d'analyse est a minima semestrielle.

Les paramètres listés dans le présent article devront être recherchés dans le cadre de la surveillance des perméats telle que prescrite à l'article 3.3.1 (modifié par l'arrêté du 12 octobre 2015), de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2009.

#### **Constats :**

L'exploitant indique rencontrer des difficultés pour trouver un laboratoire analysant l'ATMP. L'analyse de ces trois nouvelles molécules représente un coût important, du même ordre de grandeur que l'ensemble du reste de la surveillance des eaux du site.

Une première analyse sera réalisée par le gestionnaire du traitement des lixiviats avant la fin d'année 2025. L'analyse étant semestrielle et la prescription ne datant que du 4 août 2025, la fréquence réglementaire pourra dans ce cadre être respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 10 : Analyse des lixiviats**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/10/2015, article 3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### **Prescription contrôlée :**

La composition physico-chimique des lixiviats réinjectés est contrôlée tous les trois mois. Dans ce cadre, les paramètres suivants ont analysés :

- pH,
- DCO,
- DBOS,
- MES,
- COT,
- Hydrocarbures totaux,
- chlorure,
- sulfate,
- ammonium,
- phosphore total,
- métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+He+Fe+As+Zn+ Sn),
- azote total,
- CN libres,
- phénols,
- légionelles.

#### **Constats :**

Les résultats d'analyse annexés au rapport d'activité 2024 montrent que l'ensemble des

paramètres est contrôlé au moins trimestriellement (dans les faits, mensuellement). Seuls un dépassement en pH (juillet 2025) ainsi qu'un dépassement en phosphore et en arsenic (mai 2025) sont à signaler. Ils ont tous été dûment justifiés et les actions correctives proposées ont abouti à un retour en conformité dès l'analyse suivante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Analyse des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les paramètres suivants sont ajoutés aux paramètres faisant l'objet de l'analyse fixée à l'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral n°14042-3 du 18 décembre 2009 susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• diéthylène glycol ;</li> <li>• éthylène glycol ;</li> <li>• triéthylène glycol ;</li> <li>• tétraéthylène glycol ;</li> <li>• somme des Glycols ;</li> <li>• méthanol ;</li> <li>• ATP (acide aminotrisphosphonique) ;</li> <li>• ETDA (acide éthylènediaminetétraacétique).</li> </ul> <p>La fréquence d'analyse est à minima semestrielle.</p> <p>Dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines, la surveillance est effectuée au droit d'un réseau constitué à minima trois piézomètres respectivement situés en amont du site, en aval de l'installation de traitement des lixiviats et au centre du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme pour le point n°9, ces ajouts récents de molécules à quantifier posent des difficultés opérationnelles et financières. La prochaine analyse des eaux souterraines est prévue pour le 13 novembre 2025, elle mesurera les concentrations en ces sept molécules supplémentaires dans le délai réglementaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Contrôle du réseau de réinjection des lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2015, article 3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bon état de fonctionnement du réseau d'injection doit pouvoir être contrôlé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées constate que le réseau d'injection repose sur une cuve placée au point culminant du site dont l'alimentation se fait depuis les lagunes de stockage</p>

<p>via une pompe de relevage. La canalisation entre la pompe et la cuve est aérienne donc son état est contrôlable. Depuis la cuve, le lixiviat est réinjecté de manière gravitaire dans les casiers, la distribution étant assurée par un ensemble de vannes manuelles aériennes. Un débitmètre numérique est positionné en sortie de la cuve pour s'assurer du bon écoulement des lixiviats réinjectés.</p> <p>Comme expliqué au point n°5, la réinjection de lixiviat est une opération ponctuelle, sur demande du gestionnaire de la valorisation de biogaz.</p> <p>L'exploitant explique le processus, qui se déroule comme suit. La première étape est le remplissage de la cuve au point culminant (vide hors période de réinjection prévue) à l'aide de la pompe de relevage, démarrée et éteinte par un opérateur qui peut donc s'assurer de son état de fonctionnement. La ou les vannes de distribution vers le ou les casiers devant recevoir le lixiviat réinjecté sont ouvertes par l'opérateur. Toutes les vannes sont fermées hors période de réinjection. La vanne de sortie de cuve est finalement ouverte manuellement par l'opérateur et l'écoulement de lixiviat contrôlé grâce au débitmètre.</p> <p>L'ensemble du processus de réinjection est donc mis en œuvre manuellement par un opérateur qualifié, sous son contrôle direct.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Contrôle de la réinjection des lixiviats**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2015, article 3.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de réinjection des lixiviats et de leurs équipements. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique disposer d'un contrat de maintenance de ses installations de réinjection de lixiviat, avec un contrôle semestriel. Le dernier contrôle dans ce cadre concerne la pompe de relevage et date du 21 octobre 2025. Ce rapport, transmis par l'exploitant par courriel le 14 novembre, fait état d'une situation conforme et aucune maintenance à réaliser n'est identifiée. Étant donné le fonctionnement de la réinjection, ponctuel et intégralement manuel sous le contrôle direct d'un opérateur qualifié, l'inspection des installations classées juge satisfaisante la seule vérification de la pompe de relevage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Bassin de stockage des lixiviats**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 2.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Le bassin de stockage des lixiviats est étanche et résistant aux substances contenues dans les lixiviats. Sa capacité maximale doit correspondre à la quantité de lixiviats produite en quinze jours. Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs fixes nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisée qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant dispose de cinq lagunes, toutes étanchées par une membrane dont l'état semble satisfaisant.</p> <p>L'exploitant indique que les lagunes 1 et 5, de volume respectif 1 000 m<sup>3</sup> et 5 000 m<sup>3</sup>, sont celles utilisées en situation normale pour la collecte des lixiviats, leur recirculation dans le système de traitement et leur réinjection dans les casiers. La lagune 2 (1 800 m<sup>3</sup>) est utilisée comme entreposage des boues issues du traitement des lixiviats. Les lagunes 3 et 4, totalisant 1 200 m<sup>3</sup>, constituent une réserve en cas d'aléas, en particulier les fortes pluviométries générant un surplus de lixiviat du casier ouvert en cours d'exploitation.</p> <p>Étant donnée la collecte d'environ 20 000 m<sup>3</sup> par an de lixiviats, les lagunes 1 et 5 ont une capacité maximale supérieure à quinze jours de collecte (moins de 1 000 m<sup>3</sup>).</p> <p>Le volume de réserve étant constitué par deux lagunes à part (n°3 et 4) vides en situation normale (constaté le jour de l'inspection), la matérialisation de ce volume dans les lagunes 1 et 5 n'est pas nécessaire. Le tableau de suivi hebdomadaire du remplissage des lagunes, transmis par l'exploitant, montre que les lagunes 3 et 4 ont été utilisées au cours des mois de janvier, février et mars, avec un minimum de volume disponible égal à 230 m<sup>3</sup> (semaine 7).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Bassin de stockage des lixiviats à réinjecter**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 2.4.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un bassin spécifique est dédié au stockage de lixiviats destinés à être réinjectés. Ce bassin est conçu et pourvu des mêmes équipements que ceux prévus à l'article 2.1.1 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme décrit au point précédent, le lixiviat contenu dans les lagunes n°1 et 5 est un mélange de lixiviat "frais" directement issu des casiers et de concentrat issu du système de traitement (recirculation). Pour les opérations de réinjection dans les casiers, le lixiviat est pompé depuis ces lagunes.</p> <p>Il n'existe donc pas de bassin dédié au stockage de lixiviat à réinjecter. La prescription de l'arrêté préfectoral du 08/08/2013 est donc inadaptée.</p>



<p>Le dossier technique de 2012 demandant l'autorisation de mettre en place la réinjection décrit un fonctionnement tel que celui observé le jour de l'inspection, à savoir une réinjection du lixiviat stocké dans l'ensemble des cinq bassins qui communiquent entre eux. L'arrêté ministériel du 15 février 2016, applicable aux installations de stockage de déchets non dangereux, ne mentionne pas la nécessité d'un bassin dédié aux lixiviats à réinjecter.</p> <p>L'inspection n'identifie pas de risque pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement lié à ce fonctionnement et juge donc la prescription inadaptée. Toutefois, l'inspection rappelle que l'exploitant doit s'assurer que le lixiviat réinjecté ne doit pas être de nature à inhiber la méthanogénèse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se positionner quant au risque que les mélanges de lixiviats dans les lagunes (lixiviats frais et concentrats de traitement) soient de nature à inhiber la méthanogénèse.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Coupure de l'alimentation en lixiviat**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 2.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'une vanne de coupure est située à chaque sortie de casier E, F et G. Les casiers les plus anciens n'étaient pas dotés de cet équipement. De plus, les lixiviats sont conduits jusqu'aux lagunes de stockage par des pompes de relevage. Leur arrêt en cas de remplissage maximal des lagunes constitue également une sécurité empêchant le débordement des lagunes.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas vérifié la présence et le fonctionnement de ces éléments sur le terrain.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Protection du réseau de réinjection des lixiviats**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2013, article 2.4.6 à 2.4.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 2.4.6</b> Le réseau d'injection, faisant l'objet d'un pompage, est équipé d'un système de contrôle en continu de la pression, associée à l'alarme visuelle et sonore informant l'exploitant d'une augmentation anormale de la pression dans le réseau. En cas d'augmentation anormale de la</p>

pression dans le réseau d'injection, un dispositif interrompt la réinjection.

**Article 2.4.7** Les puits d'injection doivent pouvoir être inspectés.

**Article 2.4.8** Le réseau d'injection des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers, susceptible de provoquer une pollution des sols en cas de rupture, est équipé d'un dispositif qui interrompt la réinjection en cas de rupture de ce réseau.

#### Constats :

En préambule, l'exploitant rappelle que les opérations de réinjection sont réalisées ponctuellement et que l'ensemble des étapes est manuel, sous le contrôle direct d'un opérateur qualifié.

L'inspection des installations classées constate que la pompe relevant les lixiviats à réinjecter de la lagune vers la cuve au point culminant du site est équipée d'un manomètre. L'exploitant précise qu'une sécurité automatique de la pompe est associée à la montée en pression du réseau, ce qui interrompt le pompage en cas de surcharge.

Le réseau entre la pompe et la cuve est aérien le long de la route interne au site reliant ces deux points. L'opérateur qui s'occupe de cette opération est donc en mesure de surveiller ce réseau lors du remplissage de la cuve et d'arrêter le pompage en cas de rupture de la canalisation.

Le réseau de distribution entre la cuve et les casiers est aérien et suit globalement le réseau de biogaz. Selon l'exploitant, l'opérateur en charge de l'opération parcourt l'ensemble du réseau concerné par la réinjection en cours et interrompt la réinjection gravitaire en fermant la vanne générale de la cuve en cas d'incident. L'inspection des installations classées constate, entre la cuve et le premier groupe de vannes à proximité, que le réseau n'est certes pas enterré mais au sol et masqué parmi la végétation d'une dizaine de centimètres de hauteur (herbes). La détection d'une fuite ne semble donc pas aisée et serait facilitée par un entretien spécifique autour du réseau de réinjection. Le reste du réseau n'a pas été inspecté.

Pour rappel, le dossier technique de 2012 décrivant la mise en place du système de réinjection précise les précautions prises lors de la mise en œuvre du réseau d'injection pour garantir son bon fonctionnement :

- "dès que cela est possible, il est préférable de ne pas enterrer les réseaux d'alimentation de lixiviats afin de pouvoir contrôler régulièrement l'absence de fuite" ;
- "les têtes de tranchées devront sortir à l'extérieur sur une hauteur d'au moins 50 cm" ;
- "la tuyauterie en PEHD se déforme avec le chagement de température. Il est important de prévoir des points de raccords souples (bien étanches) qui permettent au réseau d'amortir la déformation."

Globalement, **le point de contrôle est conforme**. Une vigilance particulière doit être apportée au bon état du réseau avant et pendant les opérations de réinjection. Le fait que seules quelques réinjections par an aient lieu est à double tranchant du point de vue des risques : le nombre d'évènements potentiellement problématiques est réduit mais le contrôle et la maintenance du réseau sont moins réguliers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 :** Contrôle vidéo des déchargements

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 05/11/2025, article D. 541-48-1 - II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

-les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;

-la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

(...)

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.

**Constats :**

Sur place, l'inspection des installations classées n'a pas accédé à la salle de contrôle où il est possible de visualiser les déchargements.

L'inspection a demandé à visualiser, par sondage sur la base du registre Trackdéchets du mois d'août 2025, les déchargements suivants :

- 04/08/2025 pesé à 9:47 (déchets de marchés MAIRIE DE SOULAC transporté par Naud).
- 16/08/2025 pesé à 7:33 (apport volontaire SMICOTOM transporté par SEMMGED)
- 18/08/2025 pesé à 8:52 (encombrants recyclerie SMICOTOM transporté par recyclerie)
- 25/08/2025 pesé à 14:44 (dépôt sauvage MAIRIE DE PAUILLAC transporté par mairie)

Le 14 novembre, l'exploitant indique par courriel qu'il n'est pas en mesure de fournir les enregistrements vidéo car il découvre que la coupure électrique du 02/10/2025 liée à la maintenance du transformateur a réinitialisé les paramètres d'archivage du système d'enregistrement, qui écrase désormais les éléments datant de plus d'un mois. L'ensemble des données antérieures ont de ce fait été écrasées. L'exploitant indique tout mettre en œuvre pour se remettre en conformité avec la réglementation sur ce point, les actions identifiées pouvant être mises en œuvre sous quinze jours.

A défaut de pouvoir contrôler les déchargements demandés, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre deux enregistrements du mois écoulé permettant de constater l'adéquation du positionnement et de la qualité des enregistrements avec les objectifs de la réglementation. Le 24 novembre, l'exploitant a transmis les vidéos correspondant à deux déchargements de nature proche de celles initialement demandées (encombrants apportés par la recyclerie du SMICOTOM et matériaux isolants hors REP apportés par un artisan). Ces vidéos permettent de correctement lire les plaques d'immatriculation (entrée et sortie de la zone). En revanche, la qualité d'enregistrement et l'éloignement de la caméra ne permettent pas d'identifier la nature des déchets déchargés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de prendre les mesures adéquates, sous quinze jours, pour que les enregistrements vidéos restent disponibles pendant un an et que les coupures de courant ne causent pas, directement ou indirectement, d'écrasement de données.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous quinze jours, deux enregistrements de plaques d'immatriculation et déchargements.

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer, sous un mois, que l'enregistrement des déchargements permette d'identifier la nature des déchets déchargés.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 19 : Indisponibilité du contrôle vidéo des déchargements**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/11/2025, article D. 541-48-1 - IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.</p> <p>Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées n'a pas pu consulter le journal d'indisponibilité tenu par l'exploitant. Ce dernier évoque un à deux arrêts du système dans l'année, systématiquement réglés dans la journée. Le système est jugé très fiable par l'exploitant. Le dernier déplacement des caméras ayant causé une indisponibilité date de juillet 2024, lors du début d'exploitation de l'alvéole F2B (déplacement du quai de déchargement).</p> <p>Le journal d'indisponibilité, transmis le 14 novembre, confirme qu'en 2024, seules deux journées d'indisponibilités ont été enregistrées (le 30/04 et le 25/07), liées à des maintenances sur le transformateur causant une coupure générale du site. En 2025, trois journées d'indisponibilités sont enregistrées, les 13/05, 30/05 et 02/10, toutes également dues aux coupures générales pour la maintenance du transformateur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite